



Communiqué de presse

Le 11 mars 2010

Pour diffusion immédiate

Soixante pour cent des agences de lobbying européennes ne sont pas inscrites sur le registre pour la transparence de la Commission

Une étude met en lumière l'échec de l'enregistrement volontaire ; les représentants de l'Union européenne et les députés européens sont appelés à ne plus rencontrer de lobbyistes non enregistrés.

Bruxelles, le 11 mars 2010 – Presque deux ans après le lancement du registre facultatif pour la transparence du lobbying de la Commission européenne, une étude publiée aujourd'hui par ALTER EU [1], l'Alliance pour la transparence et la réglementation du lobbying et l'éthique en Europe, révèle que 60% des agences de lobbying présentes à Bruxelles ne sont toujours pas inscrites. La coalition appelle les représentants de la Commission, notamment le Commissaire européen responsable des relations inter-institutionnelles et de l'administration, Maroš Šefčovič, ainsi que les députés européens à ne plus accepter de s'entretenir avec des représentants d'organisations non enregistrées. [2]

L'étude d'ALTER-EU souligne l'urgence d'appliquer la résolution du Parlement européen sortant de mai 2008. Elle appelait à la mise en place d'un registre obligatoire pour tous les représentants d'intérêts auprès des institutions européennes, qui inclurait le nom des lobbyistes individuels ainsi que des informations financières liées à l'activité de lobbying. [3]

Seules 112 des 286 agences reconnues pour leurs services de lobbying sont présentes sur le registre de la Commission (39.2%). Parmi les 174 agences manquantes, 104 ont des lobbyistes accrédités au Parlement européen ; ce qui signifie que ces lobbyistes ont des badges d'accès au Parlement. [4] Les agences de lobbying travaillent avant tout pour de grandes entreprises et des groupes de représentation industriels, défendant leurs intérêts au cours des processus d'élaboration des politiques européennes. Dans les faits, cela signifie la plupart du temps des campagnes de lobbying pour retarder ou bloquer des progrès nécessaires en matière d'environnement ou de défense des consommateurs.

Erik Wesselius, membre de Corporate Europe Observatory (CEO) et porte-parole d'ALTER-EU, déclare : "Notre étude montre que plus de 60% des cabinets de lobbying actifs à Bruxelles ne se donnent pas la peine de s'inscrire sur le registre et ne sont pas transparents sur leurs activités. De facto, une transparence véritable ne peut être garantie que si l'enregistrement devient obligatoire, associant l'accès physique au lieux de décision à la divulgation d'informations."

Parmi les agences absentes du registre, on trouve bon nombre de figures importantes, ayant parfois jusqu'à 18 lobbyistes accrédités au Parlement européen. [5] 70 agences supplémentaires sont absentes du registre de la Commission européenne sans avoir aucun lobbyiste accrédité au Parlement européen.

Paul de Clerck (Friends of the Earth Europe), également au nom d'ALTER-EU, déclare : " Nous espérons que notre liste noire de cabinets de lobbying non enregistrés servira d'outil de travail aux officiels et députés européens. S'ils sont sérieusement déterminés à garantir la transparence du lobbying en Europe, ils devraient arrêter de rencontrer des lobbyistes non inscrits. Accorder un accès privilégié aux agences non enregistrées entrave les efforts de transparence, tout en décrédibilisant la Commission et le Parlement européen".

Pour plus d'information, veuillez contacter :

Bruxelles :

Paul de Clerck (EN, NL), Friends of the Earth Europe
+32-(0)494380959, paul@milieudefensie.nl

Erik Wesselius (EN, NL), Corporate Europe Observatory
+31-30-2364422, erik@corporateeurope.org

Paris :

Gildas Jossec (FR), Aitec
+33-1 43 71 22 22, gildas.aitec@reseau-ipam.org

Notes

[1] L'étude sur les agences de lobbying est disponible à : <http://www.alter-eu.org/documents/briefings-info-sheets/2010/03/11/blacklist-of-unregistered-lobbying-consultancies>

[2] Dans une tribune récemment publiée dans Public Affairs News, l'eurodéputée Diana Wallis a suggéré que les parlementaires européens devraient poliment décliné toute invitation a rencontrer des lobbyistes non-inscrits.

[3] La résolution du Parlement européen du 8 mai 2008 sur le développement d'un cadre pour les activités de représentation d'intérêts (lobbyistes) dans les institutions européennes (2007/2115(INI)). <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P6-TA-2008-0197+0+DOC+XML+V0//FR>

[4] Les lobbyistes accrédités ont des badges pour accéder à l'enceinte du Parlement. Actuellement, les exigences de transparence permettant cette accréditation sont minimales et très insuffisantes.

[5] Absents du registre de la Commission européenne (nombre de lobbyistes accrédités au Parlement européen entre parenthèses): ADS Insight (8), Arcturus Group (10), Brunswick Group (7), Cabinet DN (13), FD Blueprint (18), EuroRSCG C&O (7), Grayling (14), ICODA European Affairs (8), Rohde Public Policy (8), Schuman Associates (8) and The Centre (16).

A propos d'ALTER-EU

L'Alliance pour la transparence, l'éthique et la réglementation du lobbying en Europe est une coalition de plus de 160 groupes de la société civile, de syndicats, d'universitaires et d'agences de relations publiques concernées par l'influence croissante exercée par les lobbyistes sur l'agenda politique européen, leur influence sur le jeu démocratique et sur le processus décisionnel communautaire. Il en résulte le report, l'affaiblissement, voire le blocage de besoins urgents en matière de progrès sociale, environnemental et pour la protection des consommateurs. Voir : www.alter-eu.org